

Marianne



POLITIQUE

Ce n'est pas l'Europe qui est malade
de l'Italie, mais l'Italie qui est malade
de l'Europe

Publié le 06/03/2018 à 16:40



Jack Dion

Directeur adjoint de la rédaction

Auteur du livre *Le mépris du peuple* (LLL).

[Imprimer](#)

[Partager sur Facebook](#)

[Partager sur Twitter](#)

Voir plus de partage

Du tsunami qui a balayé la troisième économie de la zone euro, certains en ont conclu que l'Europe était malade de l'Italie. Et si c'était l'inverse ? Si c'était l'Italie qui était malade de l'Europe, en l'occurrence d'une Union européenne qui explose en vol ?

Certes, le paysage politique italien est des plus inquiétants. Entre un pôle de droite extrême qui surfe sur les plages de la xénophobie, et un Mouvement 5 étoiles qui souffle sur les braises de la démagogie tous azimuts, il y a tout l'attirail nécessaire pour préparer des lendemains qui déchantent. Certes, il y a dans cette équation improbable un air de dégagisme qui n'est pas sans rappeler le vent qui a permis à Emmanuel Macron de l'emporter et à Jean-Luc Mélenchon de percer.

LIRE AUSSI [Triomphe des populismes : comment l'Italie est devenue un pays "vaffanculo"](#)

Mais là s'arrête la comparaison. En Italie, nul ne voit de perspective permettant d'éviter la décomposition politique qui a conduit Matteo Renzi, l'ex-star locale (et européenne), à une préretraite méritée malgré son jeune âge. Incontestablement, des données spécifiques sont propres à ce pays où

dominait naguère le plus puissant parti communiste d'Europe et où la gauche pleure aujourd'hui sa notoriété disparue.

Reste que dans un pays fondateur de l'Union européenne se manifeste un euroscepticisme allant jusqu'au rejet de l'UE. Voilà qui devrait pour le moins poser question à ceux qui nous expliquent chaque matin, à l'instar de Bernard Guetta sur France Inter, que « *l'Union* », comme il dit, est la septième merveille du monde, que tous les peuples rêvent d'y accéder, et que ceux qui ont cette chance la vénèrent au quotidien, bénis par un couple formidable formé d'Angela Merkel et Emmanuel Macron. Si tel était le cas, ça se saurait, et les votes ne seraient pas ce qu'ils sont.

L'alerte italienne n'est ni la première ni la dernière manifestation d'un dérèglement annoncé

Aux naïfs congénitaux, on rappellera que l'alerte italienne n'est ni la première ni la dernière manifestation d'un dérèglement annoncé. Avant, il y a eu les référendums attestant d'une coupure entre les élites et les peuples, comme en France en 2005 à propos du Traité constitutionnel européen. Avant, il y a eu le chemin de croix de la Grèce, sommée de se plier à une austérité de fer. Avant, il y a eu le Brexit, décision certes contestable mais issu d'un choix populaire indéniable. Avant, il y a eu l'Autriche et son virage à (l'extrême) droite due à une question migratoire que d'aucuns se refusent à mettre sur la table. Avant, il y a eu les déboires électoraux d'Angela Merkel dans une Allemagne elle aussi marquée par la percée de l'extrême droite. Avant, il y a partout les déroutés électoraux à répétition d'une social-démocratie qui a attaché son nom à la construction européenne pour le meilleur et souvent pour le pire (la flambée des inégalités). Sans oublier la Pologne, la Hongrie...



Dans ces conditions, l'Italie ne fait que réitérer à sa manière un message qui consiste à diaboliser tout ce qui ressemble de près ou de loin à l'Europe, que cela soit justifié ou non. Interrogé par *Le Figaro* sur cette situation, Frans Timmermans, vice-président de la commission européenne, a déclaré : *«Il faut la prendre comme un appel au sursaut de l'UE et en tirer les bonnes conclusions...On doit se poser la question : comment réinventer la démocratie pour que les Européens s'y retrouvent à l'aise ? »*. La question est en effet la bonne, mais on attend toujours l'amorce d'une esquisse de réponse.

L'Europe a réduit les nations à des coquilles vides

Au fil des ans et de l'élargissement à tout va, l'Europe est devenue un bateau ivre. Elle est régie par une bureaucratie qui somme tous les pays de passer sous la toise de l'austérité. Elle a réduit les nations à des coquilles vides. Elle a fait de tout appel au respect des souverainetés nationales le début d'une sécession souverainiste voire nationaliste. Elle a affublé toute manifestation de réticence populaire de l'étiquette de « populisme ». Elle a été incapable d'organiser de manière responsable l'afflux migratoire en provenance de pays en guerre où elle est politiquement inexistante. Elle a laissé la Turquie faire le sale boulot en accordant du coup à Recep Erdogan un brevet d'honorabilité qu'il ne mérite pas. Elle a abandonné l'Italie et la Grèce, sommés de se débrouiller comme ils peuvent avec des immigrés qui lui reviennent au nom

des accords de Dublin, faisant du premier pays où les réfugiés mettent les pieds celui où ils ont vocation à rester ou à revenir en cas de désistement ailleurs. Bref, c'est la déroute générale.

Aujourd'hui, la seule perspective qu'elle offre est la fuite en avant dans un fédéralisme autoritaire porté par un Emmanuel Macron qui propose d'accélérer alors même qu'il faudrait freiner, faire un bilan d'étape, et surtout apporter les refontes nécessaires. En somme, l'Europe aurait besoin d'un examen de conscience, alors qu'elle n'a même pas conscience d'être mise en examen par les peuples.